

Christelle Morançais : les habits neufs de « Madame Rigueur »

Poussée par son ambition ministérielle, la présidente de la région Pays de la Loire a opéré sa mue politique et médiatique, plus modérée sur les questions de société, plus radicale sur l'économie. Tout en rompant avec Bruno Retailleau et LR, pour soutenir Édouard Philippe.

Thibaut Dumas (Mediacités Nantes)

2 mars 2025 à 09h37

UnUn millier d'élus et de militants d'Horizons l'applaudissent debout, au palais des congrès de Bordeaux. Joignant ses deux mains pour remercier la foule, la présidente de la région Pays de la Loire s'installe derrière le pupitre. « *Bah, vous allez me faire pleurer !* », sourit la vice-présidente du parti de centre-droit et de droite d'Édouard Philippe, réuni en congrès national ce 26 janvier. Un mois plus tard, elle partage la une du [Figaro Magazine](#), tailleur sombre et regard perçant, aux côtés de l'essayiste ultralibérale Agnès Verdier-Molinié, comme « *guerrières antidépense publique* ».

Pour la Sarthoise, cette couverture vaut couronnement ; point culminant de l'emballement médiatico-politique qui a accompagné son annonce, mi-octobre, de ses coupes à [100 millions d'euros](#) dans le budget régional 2025, touchant surtout le monde associatif. En décembre 2024, sous ses fenêtres de l'hôtel de région, 3 000 manifestant·es la caricaturent en « *Christelle Thatcher* » ou en « *Javier Milei des Pays de la Loire* », tronçonneuse en mains.



Jour de réélection pour Christelle Morançais, le 27 juin 2021. © Photo Thibault Dumas pour Mediacités

Peu loquace dans la presse locale, la voilà désormais chaque semaine dans les médias parisiens, répétant beaucoup les mêmes phrases. Récemment dans [Paris Match](#), [Le Point](#), [« C dans l'air »](#) (France 5) ou [« Quotidien »](#) (TMC). *« C'est bon pour la région qu'elle s'affirme nationalement »*, applaudit le macroniste François de Rugy, l'un de ses nouveaux soutiens.

D'Alain Madelin à Elon Musk

Saluée à droite, honnie à gauche, Christelle Morançais s'est désormais fait un nom sur la scène politique nationale, en deux mois à peine. L'ambitieuse présidente de région, 50 ans depuis peu, demeure cependant difficile à lire idéologiquement. Notre partenaire Mediacités s'y est essayé, en passant en revue son parcours démarré il y a douze ans et émaillé de ruptures depuis. Contactée pour cet article, elle n'a pas répondu aux sollicitations.

« Je vis mon mandat comme un maire », répète souvent celle qui ne jure que par « le terrain » et « le pragmatisme ». « Les idées politiques, elle méconnaît ou ça la désintéresse. Par exemple, quand on lui évoque le gaullisme d'Olivier Guichard [figure de la droite locale, premier président de la région des Pays de la Loire de 1974 à 1998 – ndlr], ça ne suscite rien », souligne un interlocuteur du monde économique. Elle préfère s'affirmer comme « libérale ». Son CV d'entrepreneuse dans l'immobilier avec son mari – rencontré en 1997, à 22 ans, à un meeting d'Alain Madelin – plaide en ce sens. Elle se rémunérait alors au smic et « n'a jamais vraiment managé de salariés. [C'était du low cost](#) », pondère cependant un proche du couple.

« Je suis “entrepreneuse en politique” et je le revendique », répète Christelle Morançais, justifiant ainsi sa méthode « brutale » sur les coupes budgétaires. L'entreprise, l'emploi et l'innovation demeurent ses sujets fétiches. « Faisons-nous respecter autrement qu'en multipliant les normes contre des technologies qui n'existent pas encore », clame-t-elle au congrès d'Horizons. Jusqu'à rêver d'« un Musk français », « cet entrepreneur génial », s'enflamme-t-elle [sur Sud Radio](#). Mais « se présenter comme une “cost killeuse”, ça n'est pas dans la culture des Pays de la Loire, marquée par une droite modérée », estime auprès de Mediacités le politologue Arnaud Leclerc, qui évoque « une posture individuelle » pour lui « permettre d'exister nationalement ».

La première adhésion de Christelle Morançais à l'UMP date de 2002, *« pour Jacques Chirac »*. Mais c'est véritablement pour Nicolas Sarkozy, ce *« grand président »* à *« [l']énergie et [l]a force de conviction légendaires »*, qu'elle débute vraiment le militantisme en 2012. Cap sur « la valeur travail » et le « mérite », encore loués par Christelle Morançais récemment [dans Paris Match](#), où elle défend *« l'efficacité de la dépense et du travail comme moteur du modèle social »*. Autre continuum avec le sarkozysme : Franck Louvrier, ex-stratège en communication de Nicolas Sarkozy, qui s'avère aujourd'hui bien plus qu'un vice-président (Les Républicains – LR) au tourisme, il est l'un de ses plus proches conseillers.

La présidente de la région Pays de la Loire fut en 2020 une « Madame Relance » (ce sont ses mots) bien avant de devenir une « Madame Rigueur ».

La Mancelle de naissance est candidate dès 2014 pour tenter de ravir la très socialiste mairie du Mans. *« Moi, mon implication en politique, ce n'est pas pour avoir un poste »*, promet

alors [à France 3](#) celle qui vise aujourd'hui un ministère. Après sa défaite sur le fil en 2014 – deux autres défaites suivront –, la voilà conseillère municipale d'opposition, « école de la ténacité et de l'humilité », décrit-elle.

Lire aujourd'hui ses premiers tweets d'alors surprend. « *La dette de l'État* » est déjà une préoccupation. Sauf qu'il y a dix ans, Christelle Moranaçais vitupère contre « *François Hollande [qui] fait subir une cure d'austérité historique aux collectivités territoriales* » qui « *pèsent moins de 10 % dans l'endettement public !* ».

Beaucoup l'oublie, mais la présidente de la région Pays de la Loire fut en 2020 une « *Madame Relance* » (ce sont ses mots) bien avant de devenir une « *Madame Rigueur* ». Après le premier confinement, la collectivité ouvre les vannes pour relancer l'économie : aides aux TPE, PME et ETI, fonds territorial de résilience, etc. « *Nous mettons 500 millions d'euros sur la table [...] et nous négocions avec le gouvernement un plan de relance de 1 milliard d'euros* », assume alors Christelle Moranaçais. « *On paye aujourd'hui ses choix d'alors* », persifle un haut cadre à l'hôtel de région.

À lire aussi

[« C'est du grand n'importe quoi » : à la région Pays de la Loire, les coupes budgétaires annoncées suscitent le malaise](#)

29 novembre 2024

Le programme de Christelle Moranaçais en 2021 – sa première élection gagnée sur son nom – dessine une ligne politique plus modérée, au centre-droit, bien loin de son positionnement radicalisé d'aujourd'hui. Ses premières priorités : « *l'emploi et la relance de l'économie* ». Ses tracts se félicitent « *d'une hausse historique de 30 % du budget culture, sport, vie associative* », qui soutient « *plus de 350 festivals et manifestations* » désormais délaissés. Dans l'intervalle, le contexte économique a changé, argue le président du groupe centriste régional (quinze élus) Philippe Henry : « *Il faut avoir le courage de dire à nos concitoyens que les dotations de l'État vont fortement baisser.* »

En réalité, cette stratégie politique a été amorcée fin 2022, après la réélection d'Emmanuel Macron. « *La présidente veut alors monter en puissance jusqu'à obtenir un poste au gouvernement* », rembobine un collaborateur. Un nouveau directeur général des services (DGS), Michel Guenneau, est recruté « *dans l'optique de faire des économies* », poursuit la même source.

En janvier 2023, Christelle Moranaçais prononce un discours de vœux qui acte « *la rupture avec la logique du "quoi qu'il en coûte"*. [...] *Rupture aussi avec la logique d'une région-guichet* ». « *Madame Rigueur* » est née, mais passe presque inaperçue médiatiquement deux ans durant. Pourtant, dès la fin de l'année 2023, une première salve de baisses de subventions aux associations (– 10 %) est votée. « *Ce qui a accéléré les choses, c'est l'austérité annoncée par le premier ministre Michel Barnier [en septembre 2024]* », soupire une fonctionnaire.

« Politique du vide » versus « estime et amitié »

Sur les questions de société aussi, la présidente ligérienne a « évolué », comme elle l'a confié [à Libération](#). En 2013, la voilà qui marche avec La Manif pour tous, postant en ligne :

« Grande mobilisation pour la défense de la famille. Non à la GPA, le corps des femmes n'est pas une marchandise. » Elle se rapproche alors du courant « souverainiste-populaire » La Droite forte, qui rassemble d'anciens villiéristes à l'aile droite de l'ex-UMP.

L'inverse de la Christelle Morançais d'aujourd'hui : pro-mariage gay, pro-PMA – mais pas GPA – ou pro-inscription de l'IVG dans la Constitution. Quant à la fin de vie, « *ce débat ne doit pas être abordé d'un point de vue idéologique* », dit-elle en 2022 au [Maine libre](#). Libérale en économie et sur les questions de société, au fond très macroniste première époque.



Christelle Morançais et Bruno Retailleau lors d'une réunion publique à Paris le 19 novembre 2017. © Photo Jacques Witt / Sipa

La différence est désormais nette avec Bruno Retailleau, avec lequel elle a siégé [au bureau](#) du microparti Force républicaine, peu avant que sa présidence ne lui soit léguée par François Fillon. Ce même Retailleau l'avait désignée en 2017 [par surprise](#) pour lui succéder à la tête de la région Pays de la Loire. « *Bruno a choisi de renverser la table, mais sans casser la vaisselle* », c'est-à-dire de pousser « *une élue qui ne fait pas partie de son premier cercle et qui revendique un positionnement plus libéral, moins conservateur que le sien* », explique Christelle Morançais dans son livre *Aimer et agir*. Un collaborateur tempère : « *Ça reste une femme assez traditionnelle, avec un côté années 1980.* »

C'est "Madame Prompteur", tout est maîtrisé et relu.

Un proche de Christelle Morançais

Les relations entre l'ex-président de région et sa successeuse sont désormais polaires. « *Christelle, c'est la cata ! Elle représente la politique du vide* », aurait même défouaillé l'actuel ministre de l'intérieur, [selon Le Monde](#). La Sarthoise parle elle « *d'estime et d'amitié* », alors qu'elle a officiellement « tué le père » en septembre 2022. À l'époque, son départ de LR précède de quelques heures à peine la (première) candidature du Vendéen à la tête du parti. Son ralliement à Horizons intervient dix-huit mois plus tard.

[Le « bleu Morançais »](#) se diffuse même désormais à tous les étages de l'hôtel de région, au propre comme au figuré. La nouvelle patronne compose par exemple un cabinet omnipotent d'une dizaine de membres plutôt Macron compatibles, sous la double influence du directeur de cabinet Hubert Jamault, arrivé en 2020, et de François-Xavier Richard, son conseiller en communication depuis les débuts. « [Ils sont en mode bunker](#), ils contrôlent tout, ils sont partout. C'est un service com' bis, qui s'immisce dans des réunions banales de services », déplore un proche de la présidente. « C'est "Madame Prompteur", tout est maîtrisé et relu », poursuit la même source.

Sa dernière recrue ? un nouveau chef de cabinet adjoint, Léopold Peltureau, arrivé cet été du cabinet de l'ex-ministre de l'agriculture Marc Fesneau (MoDem). Quant à l'administration régionale, elle a été remodelée en remplaçant les directeurs issus de « la filière vendéenne », autour du DGS recruté il y a deux ans.

Envie ministérielle

Malgré les tiraillements des derniers mois sur les 100 millions d'euros de coupes, l'exécutif régional repose toujours sur les quatre « mousquetaires » : Antoine Chéreau (premier vice-président, plutôt effacé), Laurent Dejoie (finances, en fin de carrière), le solide Roch Brancour (transports) et Franck Louvrier (tourisme), le conseiller officieux. À cette liste, on pourrait désormais ajouter un nouveau « d'Artagnan », [le conservateur Alexandre Thébault](#), « simple » élu régional délégué à la culture et au patrimoine, mais récemment monté au front de la rigueur. « *De toute façon, la présidente délègue peu ou pas, contrairement à l'époque de Retailleau* », regrette un proche collaborateur. « *Elle tranche et assume* », défend de son côté un soutien.

Sa majorité de droite et du centre de 56 élu·es est aussi peu « politisée » (moins de dix ont leur carte chez LR, une demi-douzaine au Nouveau Centre) qu'elle est fortement mobilisée derrière elle. Malgré quelques doutes en off, « *sur la méthode et le timing* », le budget 2025 est adopté sans qu'une voix manque.

La présidente du groupe Aimer et agir en Pays de la Loire (43 élus), Constance Nebbula, retient « *un choix juste, responsable et assumé collectivement* ». Elle loue au passage le soutien inédit des cinq élus macronistes de la région. « *Il n'y a plus de différence idéologique majeure* », juge leur leader François de Rugy, [remisant ses critiques passées](#) : « *Elle a fait des choix politiques forts, plus marqués, elle s'est affirmée.* »

Ce rapprochement, logique sur le fond, n'est pas étranger aux envies ministérielles de Christelle Morançais. Celle-ci a fait les yeux doux à Emmanuel Macron jusqu'à la dissolution

– « *une décision courageuse* » saluée dès le 9 juin – avant de retourner sa veste deux jours après – « *il a abdiqué* », tance-t-elle, le 11 juin. « L’après-Macron » se joue dorénavant auprès d’Édouard Philippe, dont la Mancelle – qui est une proche « *politiquement et personnellement* » – loue « *le souffle et la hauteur de vue* ». « *Christelle Morançais ferait une bonne ministre de l’économie [...]. C’est quelqu’un de très bien, de solide* », encensait le maire du Havre [sur le plateau de « Quotidien » mi-janvier](#).

Christelle Morançais aurait voulu ou pu, selon les versions, entrer au gouvernement de Michel Barnier. Celui-ci l’a rencontrée le 11 septembre, dix jours avant l’annonce de la composition de son équipe, lors des journées parlementaires du parti Horizons à Reims. « *En une heure, il a compris qu’elle n’avait pas les épaules, ni l’expérience pour entrer en gouvernement* », raconte un témoin. La présidente ligérienne parle pour sa part sur Sud Radio « *d’une proposition [qu’elle] a refusée* ».

Quand on doit faire des économies, on fait des économies.

Édouard Philippe, à propos des coupes budgétaires de Christelle Morançais

Au sein d’Horizons, voire de la droite en général, Morançais a endossé le costume de la star médiatique du moment, dans un parti où les grandes figures [demeurent très masculines](#). Jusqu’à exaspérer par ses prises de position intempestives. « *Des jaloux* », disent ses soutiens alors que la stratégie présidentielle d’Édouard Philippe « *suscite des interrogations* », comme lors de l’épisode du « ni RN ni NFP » aux législatives de juin 2024, [plus à droite encore](#) que la position officielle du maire du Havre (« ni RN ni LFI »).

Quant aux coupes brutales de l’automne, « *même si c’est [s]on souhait, ce n’est pas une stratégie politique [nationale] assumée par Horizons* », convient le conseiller nantais d’opposition Guillaume Richard. Le délégué départemental du parti, Nicolas Criaud, maire de Guérande, salue « *un choix courageux* ». À l’inverse, le délégué régional du parti, le maire de La Roche-sur-Yon, Luc Bouard, [s’en démarque](#). Christophe Béchu, maire d’Angers et aussi vice-président d’Horizons, est quant à lui carrément fâché, ne voulant plus parler avec Christelle Morançais. Édouard Philippe, lui, ménage finalement tout le monde : « *Quand on doit faire des économies, on fait des économies* », dit-il sur « Quotidien ».



Christelle Moranaïs et Édouard Philippe lors d'un meeting du parti Horizons à Bordeaux le 26 janvier 2025. © Photo Sebastien Ortola / REA

Dernier épisode en date de ces tensions internes, l'interview donnée mi-février au [Figaro](#), dans laquelle Christelle Moranaïs déclare qu'« *une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale est souhaitable [...] l'été prochain* ». Le retour de bâton est immédiat. « *La position de Christelle Moranaïs est personnelle. Horizons n'a jamais plaidé pour une dissolution. Notre cap reste clair : stabilité et responsabilité. Pas question de suivre le RN et LFI dans leur quête du chaos* », rabroue la porte-parole du parti, Naïma Moutchou, sur le réseau social X.

Les boucles WhatsApp des « philippistes » chauffent. On y commente ce positionnement « lunaire ». La Ligérienne est contrainte de s'excuser sur l'une d'elles, [selon Le Figaro](#) : « *Il s'agit d'une position personnelle qui n'engage pas Horizons et qui correspond à ma conviction qu'on ne peut pas se satisfaire de cette situation qui a conduit à adopter un budget certes nécessaire, mais catastrophique.* »

Le retour de Bruno Retailleau

Localement, le Nantais Guillaume Richard veut voir en la Sarthoise « *la nouvelle patronne de la droite locale* ». Surtout depuis que s'est tenue en janvier dans son bureau régional une

réunion inédite de tous les élus d'opposition de Nantes (macronistes inclus) [en vue des municipales de 2026](#).

« Ce n'est pas une figure d'autorité, mais une figure qui compte », nuancent les autres candidats putatifs pour battre la maire socialiste sortante Johanna Rolland, interrogés par Mediacités. Sans doute que la sociologie électorale et la place de la culture à Nantes n'invitent guère à se réclamer de « Madame Rigueur », devenue si repoussoir à gauche.

Le contexte électoral national, mouvant, incite aussi à la prudence toutes les élu·es ligérien·nes de droite et du centre. Celles et ceux qui se positionnent privilégient Édouard Philippe ou le maire (LR) de Cannes, David Lisnard, alors que le très droitier Laurent Wauquiez compte peu de relais locaux. L'entrée de Bruno Retailleau dans la course à la présidence de LR risque de faire naître un conflit de loyauté chez beaucoup.

« J'ai beaucoup d'amitié pour l'un et l'autre. Après forcément, j'ai des sentiments différents avec Bruno », réagit, gênée, Christelle Moranaïs sur Sud Radio, mi-février. Avant de botter en touche : *« C'est une élection qui concerne les adhérents LR et je ne suis plus adhérente LR... »*

Thibaut Dumas (Mediacités Nantes)